

L'entretien

Propos recueillis par Daoud Boughezala



Élie Barnavi, prophète désenchanté « Israël se condamne à des guerres sans fin »

Historien au français admirable, ex-ambassadeur d'Israël à Paris (2000-2002), militant de la paix, Élie Barnavi endosse ces trois costumes sans jamais perdre son flegme. Issu de la vieille Europe, ce partisan de la solution à deux États dénonce la politique meurtrière du gouvernement Netanyahu à Gaza et en Cisjordanie.

ÉLÉMENTS : Vous êtes né en 1946 à Bucarest de parents juifs ashkénazes. Or, vos mémoires *Confessions d'un bon à rien* (Grasset, 2022) commencent par une boutade : « Je suis né grâce à Hitler. » Qu'entendez-vous par là ?

ÉLIE BARNAVI. Mes parents ont perdu deux enfants pendant la guerre, sans quoi il est peu probable qu'ils en auraient eu un troisième. Après avoir découvert ces aînés disparus en fouillant dans des papiers de famille, j'ai lancé cette phrase brutale à ma mère. Cette provocation répondait au besoin de savoir ce qui s'était passé et aussi au res-

sentiment d'avoir été laissé dans le noir. Je l'ai regrettée aussitôt, car elle l'avait visiblement choquée.

ÉLÉMENTS : Laissée seule avec ses enfants, votre mère s'est repliée en Ouzbékistan pendant que votre père combattait dans les rangs soviétiques. Comment la Seconde Guerre mondiale a-t-elle transformé vos parents ?

ÉLIE BARNAVI. Mon père est entré communiste dans la guerre et en est sorti sioniste. Ce fut le cas de nombreux jeunes juifs de l'époque. La société soviétique était minée

Élie Barnavi fait partie d'une espèce d'hommes de plus en plus rare : les partisans de la mesure, de la négociation et de la paix. Longtemps proche des travaillistes, dont il dénonce néanmoins l'embourgeoisement et les erreurs politiques, il s'oppose frontalement au « Bloc de la Foi » et milite pour une solution à deux états afin que cessent les massacres et s'apaisent les haines.

par l'antisémitisme et l'Armée rouge ne faisait pas exception. Ce fléau a sapé les convictions de mon père qui, profondément juif, est devenu sioniste. Quant à ma mère, elle est sortie de la guerre profondément malade et ne s'en est jamais remise.

ÉLÉMENTS : Pendant votre enfance, quelle langue parliez-vous ?

ÉLIE BARNAVI. J'ai eu deux langues parentales : le roumain et l'hébreu. Mon père, polyglotte, parlait russe et hébreu, ma mère, roumain. Ils discutaient en yiddish quand ils ne voulaient pas que je comprenne. À la maison, je parlais hébreu avec mon père, qui avait reçu une éducation hébraïque en Russie – un hébreu un peu particulier, diasporique pour ainsi dire. Cela a facilité mon arrivée en Israël au début des années 1960, car je maîtrisais déjà la langue. Même si mon hébreu était un peu désuet, il s'est rapidement israéliisé.

ÉLÉMENTS : Notamment dans le kibboutz que vous avez intégré à votre arrivée en Israël à l'âge de 15 ans. Si vos parents n'ont jamais vraiment réussi à s'assimiler, est-ce parce qu'il est impossible de devenir un homme nouveau à 50 ans ?

ÉLIE BARNAVI. C'est sans doute la raison principale. En outre, Israël n'était pas un pays européen. Il était majoritairement peuplé d'Européens, mais possédait une culture étrangère aux mœurs européennes – on y parlait fort et les relations humaines étaient rugueuses. Qui plus est, dans sa volonté de forger une identité nationale, Israël a brimé la culture d'origine des nouveaux arrivants, à commencer par la culture yiddish. Au total, pour un juif ashkénaze comme mon père, c'était un pays levantin très difficile à vivre. Tout en étant très israélien, patriote, électeur du Parti travailliste, mon père est resté fondamentalement étranger à la culture israélienne. C'est un peu l'histoire de toutes les premières générations d'immigrés.

ÉLÉMENTS : Vos premiers mois sur place coïncident avec le procès Eichmann (1961). Vous écrivez que cet événement a « judaïsé » Israël. Qu'entendez-vous par là ?

ÉLIE BARNAVI. Israël est une créature paradoxale, à la fois émanation du peuple juif de la diaspora et révolte

LES COLONS SONT AU POUVOIR AUX CÔTÉS DE NETANYAHOU. ILS N'ONT PAS COLONISÉ LA SEULE TERRE PALESTINIENNE ; ILS ONT COLONISÉ LE SYSTÈME POLITIQUE ET LES ESPRITS. C'EST LE PRINCIPAL PROBLÈME D'ISRAËL

contre cette même diaspora. Les premiers sionistes prônaient la négation de tout ce que la diaspora représentait. Cette révolte contre la culture du ghetto allait jusqu'au refus d'intégrer la Shoah dans le roman national. La Shoah est une aberration pour l'ethos sioniste – ne disait-on pas que les juifs européens « se sont laissés mener comme moutons à l'abattoir » ? Ces mots affreux traduisaient une espèce de honte. À l'époque, presque personne ne parlait du génocide, ni les survivants, ni les jeunes Israéliens qui n'en avaient rien à faire. Ma génération vivait sur le mythe d'une coupure nette avec ce passé, car elle ne voulait pas admettre en être issue. Son seul intérêt pour les rescapés était de les faire venir en Israël. Avant la proclamation de l'État, le symbole en est la fameuse image où de jeunes Sabras portent sur leurs épaules des réfugiés qui débarquent illégalement sur les plages du pays à la barbe des soldats britanniques. Or, avec le procès Eichmann, nous découvrons la réalité de la Shoah par le témoignage atroce des survivants, de la bouche même de ceux qui l'avaient subie. Jusqu'ici, la mémoire israélienne n'avait voulu retenir de ces années que quelques épisodes exceptionnels et admirables, comme la révolte du ghetto de Varsovie – c'est la raison pour laquelle on avait nommé la commémoration annuelle du génocide la « Journée de la Shoah et de l'Héroïsme ». Grâce au procès Eichmann, la découverte horrifiée de l'expérience concrète de la mise à mort du peuple juif a retissé les liens entre Israël et la diaspora. La Shoah est alors entrée dans les programmes scolaires, devenant rapidement une composante essentielle de l'idéologie israélienne.

ÉLÉMENTS : À l'époque, le Parti travailliste dominait la scène politique israélienne. Entre les kibboutz et le poids de l'État, Israël était-elle une démocratie populaire, au sens littéral du terme ?

ÉLIE BARNAVI. Oui, les libertés fondamentales en sus. À son arrivée en Israël dans les années 1970, l'historien Pierre Vidal-Naquet me disait avoir eu l'impression de débarquer dans un pays d'Europe de l'Est. Le mouvement qui a bâti ce pays était profondément de gauche. C'était un sionisme patriote et social-démocrate qui croyait à l'éminence de l'État et constituait une sorte de

socialisme constructiviste. Le sionisme de gauche estimait que c'était à l'État de construire la société. La centrale syndicale Histadrout portait une idée très forte d'égalitarisme social. La société israélienne était alors très austère. Il y avait des gens aisés, bien sûr, mais l'argent se cachait.

ÉLÉMENTS : Qu'est-ce qui distinguait ce sionisme de gauche du sionisme de droite qui arrivera au pouvoir à la fin des années 1970 avec Menahem Begin ?

ÉLIE BARNAVI. Historiquement, le sionisme de droite est l'exact opposé de ce que je viens de décrire. Le « révisionnisme » est un mouvement qui se veut « bourgeois », libéral sur le plan économique. Il est aussi ultranationaliste, maximaliste dans ses revendications, exigeant d'emblée l'entière-*retz d'Eretz Israël* (la Terre d'Israël), soit les deux rives du Jourdain. À rebours du pragmatisme du mouvement travailliste, qui consistait à prendre ce qu'on lui donnait et à avancer par le travail sur le terrain. « Encore un acre, encore une chèvre », tel était le slogan.

ÉLÉMENTS : Certes, mais comme l'exprime la formule « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple », les Israéliens, n'ont-ils pas longtemps ignoré l'existence du peuple palestinien ?

ÉLIE BARNAVI. C'est une question très compliquée. L'auteur du mot que vous citez est un écrivain sioniste anglais, chantre du « territorialisme », Israel Zangwill. Mais les sionistes installés sur place ont très vite tordu le cou à cette légende : dès le début du XX^e siècle, ils ont mis en garde l'organisation sioniste à l'étranger contre l'illusion que cette terre est vide. Le mouvement sioniste n'a pas ignoré le problème arabe. Il l'a contourné en édifiant une société juive en dehors des réalités arabes du pays et en l'entourant d'un système de défense militaire. Venant de l'extrême gauche, Ben Gourion avait cru un moment pouvoir créer un « front de classe » avec les travailleurs arabes. Mais il a très rapidement compris que le problème n'était pas social, mais national. Si je pose un regard froid d'historien sur cette période, je pense qu'il était impossible de faire autrement. Certains ont essayé, comme le mouvement Brit Shalom (Alliance pour la paix) autour du philosophe Martin Buber, ou encore l'extrême gauche sioniste des *kibboutzim* et du parti ouvrier Mapam, qui s'est tôt prononcée en faveur d'un État binationnel. Ces gens allaient jusqu'à prôner une limitation volontaire de l'immigration juive pour pouvoir créer une société paritaire. C'étaient des rêves généreux, sans doute nécessaires comme force de témoignage, mais utopiques. Il est vite apparu que, dès lors que l'objectif ultime du mouvement sioniste était un État juif, il fallait abandonner toute idée d'entente durable avec les Arabes. Le conflit était inévitable.

ÉLÉMENTS : Quand les gouvernants israéliens et l'opinion ont-ils admis la légitimité d'un État palestinien ?

ÉLIE BARNAVI. En 1947, la direction sioniste a accepté le plan de partage des Nations Unies. C'était une manière d'accepter un État arabe aux côtés d'Israël. Estimant que la totalité du pays leur appartenait de droit, les Arabes ont refusé le partage. Dès lors, l'idée d'un État arabe sur cette terre à nos côtés est devenue pour longtemps une chimère. Les Israéliens répétaient que la Transjordanie, devenue la Jordanie, était de *facto* l'État arabe proposé par la résolution du partage. En juin 1967, la conquête de la Cisjordanie, de la Vieille Ville de Jérusalem et de la bande de Gaza à la suite de la guerre des Six Jours a bouleversé la donne. Avec le gros des territoires et de la population palestinienne passé sous sa domination, Israël héritait véritablement du problème palestinien. Que faire des Territoires occupés ? Y a-t-il de la place pour un État spécifiquement palestinien en Palestine ? L'immense majorité de la classe politique et de l'opinion israéliennes a dit non. Seules des franges numériquement négligeables de la gauche sioniste ont admis le principe d'un futur État palestinien. Aux yeux de la plupart des Israéliens, les Arabes ont eu leur chance en 1947, l'ont perdue en attaquant l'État juif nouvellement créé et ont payé le prix de cette agression. Mais la question referra surface au moment du processus de paix d'Oslo (1993).

ÉLÉMENTS : En tant que partisan de la solution à deux États, reconnaissez-vous la responsabilité du Parti travailliste dans la colonisation des Territoires occupés qu'a encouragée Shimon Peres dès les années 1970 ?

ÉLIE BARNAVI. Bien sûr. Même si les Travaillistes ont permis ces implantations en traînant les pieds, ne laissant guère que 17 000 colons en Cisjordanie à leur éviction du pouvoir en 1977 [contre quelque 500 000 aujourd'hui, NDLR], c'était une lourde faute historique. J'étais dans l'entourage de Peres à l'époque et cette question suscitait des débats sans fin. Politiquement, les travaillistes n'ont pas eu le courage de dire que la colonisation de ces terres était grosse de malheurs. Puis, à partir de 1973, les extrémistes du Bloc de la Foi ont vraiment commencé à dicter l'ordre du jour national. La foi, l'enthousiasme, l'action militante étaient désormais de leur côté. Ils étaient les nouveaux pionniers, l'aile marchante du sionisme. Face à eux, la gauche travailliste s'est trouvée tétanisée. Embourgeoisée, vidée de sa substance idéologique pour avoir largement rempli son programme historique, elle n'avait plus grand-chose à offrir, et surtout pas de rêve. Les Travaillistes ont laissé faire. Ils ont fait semblant de ne pas voir que les colons avaient un autre projet idéologique, radicalement différent du leur. Par timidité, la gauche a essuyé une défaite idéologique face à ce qui était jusque-là la cinquième roue de la charrette sioniste.

ISRAËL DEVRA SE RETIRER D'AU MOINS UNE PARTIE DES TERRITOIRES OCCUPÉS. LE JOUR OÙ CELA ARRIVERA, LA QUERELLE SE VIDERA PAR LA VIOLENCE. C'EST CE QUE J'ENTENDS PAR « RISQUE DE GUERRE CIVILE »



Pour Élie Barnavi la politique belliciste et expansionniste de Benyamin Netanyahou ne peut mener qu'à la création d'un état militaire et autoritaire basé sur l'apartheid. L'opposition à ce funeste projet pourrait aboutir à une véritable guerre civile en Israël tant les antagonismes sont désormais radicaux et semblent irréconciliables.

ÉLÉMENTS : Naguère aux mains du Parti travailliste, la société israélienne est devenue de plus en plus religieuse et conservatrice, un peu à la manière des pays arabes. Comment l'expliquez-vous ?

ÉLIE BARNAVI. Pour une part, la gauche social-démocrate israélienne a suivi le sort de la social-démocratie européenne, qui a perdu un peu partout sa suprématie culturelle et idéologique. Il faut toujours revenir à Gramsci. Les conditions locales ont fait le reste. Par le jeu des coalitions, la gauche a progressivement cédé les leviers de la culture et de l'éducation à la droite religieuse. L'État et l'économie se sont libéralisés à la fin des années 1970, ce qui a fait perdre un levier important à la gauche. Une fois le centralisme économique éliminé, la gauche israélienne n'a plus eu de projet national. Les partis religieux ont une offre culturelle puissante : le Ciel. La réalisation de la promesse biblique s'offre comme un impératif historique et religieux absolu. Face à ce projet exaltant, nous sommes démunis. Que puis-je offrir à ce pays, moi, intellectuel bourgeois de Tel-Aviv ? La gauche israélienne a fini par se laisser enfermer dans une image élitiste arrogante. En face, un formidable bouillonnement a fait que les colons sont aujourd'hui au pouvoir aux côtés de Netanyahou. Ils n'ont pas colonisé la seule

terre palestinienne, ils ont colonisé le système politique et les esprits. C'est le principal problème d'Israël.

ÉLÉMENTS : Lequel ?

ÉLIE BARNAVI. La principale ligne de partage du paysage politique israélien est là. Où va-t-on ? Vers un État de plus en plus religieux et de moins en moins libéral, au sens anglo-saxon du terme ? Vers une démocratie réduite à une affaire d'arithmétique électorale, comme la Hongrie, le fondamentalisme religieux en sus ? Ou allons-nous nous ressaisir pour renouveler une démocratie digne de ce nom ?

ÉLÉMENTS : À vous entendre, l'État hébreu semble davantage menacé de l'intérieur que par ses ennemis extérieurs. Votre *Histoire d'Israël* se conclut d'ailleurs par une alternative : soit permettre la création d'un État palestinien, soit devenir un « État unitaire et autoritaire où une minorité de juifs dominera une majorité d'ilotes palestiniens dépourvus de droits »...

ÉLIE BARNAVI. Un État unitaire de la mer au Jourdain ne pourrait en effet être qu'un État d'apartheid suprémaciste. Si Israël continue sur sa lancée, c'est ce qui se produira. Il n'y a qu'une autre solution : la séparation en deux États pour retrouver un semblant de normalité. Or, ce genre de dilemme historique se règle toujours par la violence. Nous sommes devant un risque de guerre civile. Israël ne pourra pas continuer indéfiniment à occuper les Territoires. Une bonne partie des Israéliens, certes minoritaires, mais une minorité qui tient tous les leviers économiques et culturels de ce pays, n'acceptera jamais l'annexion des Territoires occupés. Et, malgré sa lâcheté, la communauté internationale s'y opposera. Israël devra donc se retirer d'au moins une partie d'entre eux. Le jour où cela arrivera, la querelle se videra par la violence. C'est ce que j'entends par « risque de guerre civile ».

ÉLÉMENTS : Depuis les massacres du 7 octobre 2023, l'opinion israélienne veut-elle encore entendre parler des Palestiniens ?

ÉLIE BARNAVI. Dans son immense majorité, sans doute pas. Le monde a tendance à l'oublier face aux destructions à Gaza, mais le 7-Octobre reste un traumatisme inouï pour les Israéliens. En même temps, il faut admettre que cette tragédie nous pendait au nez. Les gouvernements israéliens successifs portent une responsabilité majeure dans l'islamisation du mouvement national palestinien. Comme les Français en Algérie et les Britanniques dans leur empire colonial, Israël a sciemment favorisé l'élément religieux (Hamas) pour affaiblir l'élément nationaliste (Fatah). Lorsque Ariel Sharon a démantelé les colonies israéliennes de la bande de Gaza (2005), il s'est retiré de manière unilatérale, car il refusait

de négocier avec l'Autorité palestinienne. C'était ouvrir un boulevard au Hamas, qui a gagné les élections de 2006, puis, l'année suivante, s'est débarrassé de l'Autorité palestinienne au terme d'une brève et sanglante guerre civile. À partir de ce moment-là, Israël a toléré l'existence de l'organisation islamiste à ses frontières. Netanyahu a perfectionné le système, en favorisant explicitement le Hamas afin de perpétuer la division entre Gaza et la Cis-jordanie, et prévenir ainsi à jamais la création d'un État palestinien. Tout cela nous a explosé au visage le 7-Octobre.

ÉLÉMENTS: En représailles, l'armée israélienne a démantelé l'infrastructure militaire du Hamas. Deux ans après le début des combats à Gaza, on peine à en comprendre le sens. Que signifie la poursuite des hostilités ?

ÉLIE BARNAVI. Ce qui se passe à Gaza est une faillite militaire, diplomatique et morale. Militaire, car au bout de presque deux ans de guerre, le Hamas est toujours là, chancelant, mais debout. Les généraux israéliens disent eux-mêmes que la guerre n'a plus d'objectif militaire. Le seul moyen de vaincre le Hamas, c'est de le remplacer. Faillite diplomatique aussi, car Israël est isolé comme jamais sur la scène internationale. Faillite morale, enfin, car la guerre a rapidement muté en un assaut insensé contre la population civile, que l'armée y commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et que les otages israéliens languissent toujours dans les tunnels des terroristes du Hamas. Ce désastre ne s'explique que par la volonté de Netanyahu de préserver une coalition de fous de Dieu qui lui sert de bouclier contre la justice et un électorat qui, tous les sondages le montrent, ne veut plus de lui.

ÉLÉMENTS: Pendant ce temps, des colons harcèlent les Palestiniens en Cisjordanie. Sur le site de la revue AOC, vous dénoncez des « pogroms quasi quotidiens ». Que s'y passe-t-il ?

ÉLIE BARNAVI. Tous les jours en Cisjordanie, sous le regard indifférent ou complaisant de l'armée et de la police, se poursuit un nettoyage ethnique à bas bruit dans le but ouvertement affiché de vider le territoire et de l'annexer. Dans la zone C, soit les 60 % du territoire sous contrôle sécuritaire et civil israélien exclusif, les colons sont à la manœuvre. Et pour cause : les ministres représentants de l'extrême droite messianique contrôlent les finances (Smotrich), la police (Ben Gvir) et les colonies (Smotrich et Strok).

ÉLÉMENTS: Avec ses guerres contre le Hamas, le Hezbollah libanais et l'Iran, Netanyahu aspire-t-il à remodeler le Moyen-Orient, à la manière de George W. Bush après le 11 septembre 2001 ?

ÉLIE BARNAVI. Il y a de cela. Mais son plan est beaucoup plus réaliste que celui de George W. Bush. Israël a réussi à rendre sa situation géopolitique meilleure qu'elle ne l'a jamais été. C'est une puissance militaire et technologique redoutable dépourvue de véritable danger externe depuis la quasi-destruction de l'Axe de la résistance pro-iranien. Nous vivons donc un moment historique extraordinaire : les conditions d'une paix au Proche-Orient sont réunies. Mais cette opportunité n'est pas exploitée, car cela exigerait de trouver un début de solution au problème palestinien. Or Netanyahu ne veut pas faire sauter le verrou ultime qu'est la question palestinienne. Il a dit d'emblée qu'il ne voulait ni « Hamastan » ni « Fatahstan » à Gaza. Pour des raisons idéologiques et politiques, il refuse de dialoguer avec l'Autorité palestinienne, qui a pourtant reconnu Israël et respecte ses engagements sécuritaires. Tant qu'aucune initiative politique ne sera prise, Israël se condamne à des guerres sans fin. **FIN**

Mensch sana



Élie Barnavi a fait son service militaire dans les parachutistes lors de la guerre des Six Jours.

Élie Barnavi a un double nom de prophète. Prénommé comme le bourreau des prêtres de Baal, son patronyme signifie en hébreu « fils de prophète ». Né en 1946 à Bucarest, le petit Élie y a grandi avant de faire son alya en Israël à l'âge de quinze ans. La « montée » en Terre sainte, voilà une utopie en actes que l'adolescent accomplit dans un kibboutz. La fabrique de l'Homme nouveau tourne

alors à plein régime : dans ces phalanstères juifs laïques, tendance Hashomer Hatzair, socialisme et sionisme vont de pair. Élie Barnavi a beau incarner mieux que quiconque l'élite ashkénaze – européen, progressiste, francophile –, il ne dédaigne pas le « second Israël » séfaraïte, nationaliste et religieux. Ces soutiers du sionisme ont fait irruption dans l'arène politique israélienne en 1977 en plébiscitant le Likoud de Menahem Begin.

En politique, l'amoureux du XVI^e siècle qu'est Barnavi a trouvé son Montaigne parmi le petit peuple séfaraïte en la personne de Shlomo Ben-Ami, ministre des Affaires étrangères élevé à la force du poignet. Par son entremise amicale, Barnavi devint ambassadeur d'Israël en France (2000-2002) – à moins que ce soit l'inverse, en plaisanteraient certains...

Barnavi doit son français impeccable à un apprentissage précoce au collège des Frères de Jaffa. Il a refusé de gommer son accent mitteleuropéen, qui le fait légèrement rouler les r, comme le lui proposait une amie orthophoniste. Car l'homme avance sans masque ni artifices. Qu'il s'exprime devant le Crif ou des étudiants arabes, Barnavi condamne avec la même vigueur l'occupation des territoires conquis en 1967 et le terrorisme palestinien. Au lendemain des massacres du 7-October et de l'hécatombe gazaouie, le militant de la paix veut croire que le pire n'est pas inéluctable. **D. B.**